

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1895-1896.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE FÉVRIER 1896.

FEUILLETON AU 10 MARS 1896.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 1. | 1423. | Par pétition datée de Westerloo, le 31 janvier 1896,
Des habitants de Westerloo demandent que la loi
réglant la vente de la margarine soit strictement appli-
quée.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture
et des Travaux publics.</i> |
| 2. | 1424. | Par pétition datée de La Hestre, le 27 janvier 1896,
Le collège des bourgmestre et échevins de La Hestre
transmet un vœu émis par le conseil communal de cette
localité en faveur de l'abolition de la conscription et
des armées permanentes.

<i>Ordre du jour.</i> |
| 3. | 1425. | Par pétition datée d'Ougrée. le 30 janvier 1896,
Le sieur Benoit, à Ougrée, sollicite l'intervention de
la Chambre pour qu'une augmentation de pension lui
soit accordée.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie
et du Travail.</i> |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions
------------------------------	--

4.

1426.

Par pétition datée d'Ougrée, le 30 janvier 1896,

Le sieur Donné, à Ougrée, sollicite l'intervention de la Chambre pour que la pension qui lui a été allouée jusqu'à la fin de l'année 1893, lui soit continuée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

5.

1427.

Par pétition datée d'Anvers, le 31 janvier 1896,

Le sieur Scheirlinckx, à Anvers, prie la Chambre de voter une loi rangeant dans la catégorie des « établissements dangereux » les cafés et autres débits de boissons.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

6.

1428.

Par pétition datée de Verviers, le 31 janvier 1896,

Des habitants de Verviers émettent le vœu : a) de voir le Gouvernement étendre au plus grand nombre possible de citoyens, et surtout aux petits employés et aux petits commerçants, les avantages stipulés par la loi de 1889 sur les habitations ouvrières; b) de voir réduire la garantie exigée; c) de voir la Législature prendre des mesures pour assurer la conservation des petits héritages et surtout des maisons ouvrières aux enfants lors du décès de leurs parents.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

7.

1429.

Par pétition datée de Floreffe, le 29 janvier 1896,

Le sieur Massart, à Floreffe, demande la modification de la limite des communes de Floreffe et de Floriffoux.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

8.

1431.

Par pétition datée de Merxplas, le 2 février 1896,

Le sieur Puttaert, détenu au dépôt de mendicité de Merxplas, sollicite l'intervention de la Chambre pour obtenir sa mise en liberté.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

9.

1432.

Par pétition datée de Bruges, le 2 février 1896,

Des habitants de Bruges demandent que Bruxelles et

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

ses faubourgs soient rangés dans la catégorie des communes flamandes du pays.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

10. 1437. Par pétition datée de Bornival,
Des habitants de Bornival protestent contre l'annulation des élections communales de cette localité et demandent une enquête à ce sujet.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

11. 1440. Par pétition datée de Bernissart, le 5 février 1896,
1443. Des instituteurs communaux de Bernissart prient la
1451. Chambre de modifier dans le sens qu'ils préconisent la
1459. loi sur les pensions des instituteurs et professeurs
1466. communaux.
1468. Même demande d'instituteurs de Basècles, Warcoing,
1478. Castre, du canton d'Antoing, du sieur Antoine, à
1482. Gochenée, d'instituteurs de Walhain-St-Paul, Anvers,
1487. Goyek, des cantons de Louvain et de Quevaucamps, de
1503. Herffelingen, Maeter, Oetinghen, Buysingen, Morlanwelz, des cantons de Boussu et Beveren (Waas).

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

12. 1441. Par pétition datée d'Anthée, le 25 janvier 1896,
Des habitants d'Anthée demandent l'exécution du projet de raccordement du chemin de fer de Stavelot à Malmedy.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

13. 1442. Par pétition datée de Frasnes (Namur), le 5 février 1896,
1463.

Le conseil communal de Frasnes émet un vœu en faveur du service personnel et obligatoire.

Même pétition du conseil communal de Fayt-lez-Senefle.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

- | | | |
|-----|-------|--|
| 14. | 1443. | <p>Par pétition datée de Quaregnon, le 26 janvier 1896,
Des habitants de la partie sud de Quaregnon sollicitent l'incorporation de leur territoire à la commune de Pâturages.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique</i></p> |
| 15. | 1446. | <p>Par pétition datée de Rupelmonde, le 6 février 1896,
Le sieur Mattens, à Rupelmonde, demande qu'une indemnité soit allouée aux militaires qui se rendent annuellement aux revues cantonales.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p> |
| 16. | 1449. | <p>Par pétition datée de Bruxelles, le 3 février 1896,
Des habitants de Bruxelles sollicitent l'intervention de la Chambre pour qu'une entente internationale soit établie en vue de la réhabilitation en Europe du métal argent dans ses fonctions monétaires, afin de faire cesser la crise agricole et la crise monétaire de la baisse du prix, qui porte atteinte à la richesse publique et privée en Europe.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p> |
| 17. | 1453. | <p>Par pétition datée de Romerée, le 9 février 1896,
Le sieur Colignon, à Romerée, se plaint de ce que le secret du vote n'ait pas été observé à Romerée lors des dernières élections législatives, provinciales et communales.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 18. | 1457. | <p>Par pétition datée de Sorinnes, le 11 février 1896,
Le sieur Petit, à Sorinnes, demande que son fils soit exempt du service militaire du chef de soutien de famille.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et de l'Instruction publique et de la Guerre.</i></p> |
| 19. | 1458. | <p>Par pétition datée de Seraing, le 23 janvier 1896,
Le collège des bourgmestre et échevins de Seraing transmet un vœu émis par le conseil communal de</p> |

cette localité en faveur : a) de l'abolition de la conscription; b) de la nation armée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

20. 1460. Par pétition datée de Bruxelles, le 12 février 1896,
Des habitants de Bruxelles émettent le vœu de voir la Chambre discuter et voter dans le cours de la session actuelle un projet de loi réglementant la circulation des piétons, des cyclistes et des attelages dans les communes et sur les routes.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics.*

21. 1461. Par pétition datée de Assenois, le 6 février 1896,
Des conseillers communaux d'Assenois demandent la construction d'une route de l'État, d'Assenois à Offaing.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics.*

22. 1465. Par pétition datée de Tamise, le 14 février 1896,
1470. Le sieur Van Derheyden, à Tamise, propose des
1486. mesures tendant à améliorer la position des commis-
1494. saires de police.

Mêmes pétitions du sieur Hernalsteen, à Beveren-Waas, et des commissaires de police de Hamme, Zele, Bastogne, Stekene et Neufchâteau.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

23. 1471. Par pétition datée d'Ypres, le 13 février 1896,
Des habitants d'Ypres demandent l'achèvement du canal Lys-Yperlée et l'établissement d'un chemin de fer à grande section entre Ypres et Dixmude.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

24. 1473. Par pétition datée de Tamise,
1477. Des gardes champêtres du canton de Tamise propo-
1483. sent des mesures tendant à améliorer leur position.
1485. Mêmes pétitions de gardes champêtres des cantons
1495. de Borgloon, Herenthals, Ixelles, Harlebeke, Assenede,
1502. Beeringen, Sichem-Sussen-et-Bolré, Hasselt, Maeseyck,

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

1504. Meulebeke, Peer, Saint-Gilles (Waas), Tongres, Passchendaele, Evergem, Somerghem, Vilvorde.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

25. 1474. Par pétition datée de Ghlin, le 16 février 1896,
Le sieur Désiron, victime d'un accident du travail, sollicite l'intervention de la Chambre auprès de M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes, pour qu'une indemnité lui soit octroyée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

26. 1479. Par pétition datée d'Aywaille,
Le sieur Camut, à Aywaille, proteste contre la manière dont a été composé le bureau principal d'Aywaille aux élections communales du mois de novembre dernier.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

27. 1480. Par pétition datée de Grammont, le 19 février 1896,
Le collège des bourgmestre et échevins de Grammont transmet un vœu émis par le conseil communal de cette localité en faveur de l'abolition du tirage au sort et du remplacement, et de l'adoption du système de la nation armée, en réduisant le plus possible le temps de service actif.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

28. 1484. Par pétition datée de Namur, le 20 février 1896,
Le sieur Pochet, détenu à la prison de Namur, se plaint de faits dont il aurait été victime, et il sollicite l'intervention de la Chambre pour obtenir sa mise en liberté.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

29. 1490. Par pétition datée de Bruxelles, le 21 février 1896,
Des huissiers de diverses localités demandent l'unification du tarif de tous les actes d'huissier en matières civile et commerciale pour toute la Belgique, tel que

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

ce tarif est édicté pour Bruxelles, la suppression des commissions d'huissiers et une juste répartition des actes en matière répressive.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

30. 1491. Par pétition datée de Gand, le 24 février 1896,
Le sieur Jacobs, à Gand, prie la Chambre de voter, à l'occasion du mariage de S. A. R. Madame la Princesse Henriette de Belgique, une proposition d'amnistie en faveur des déserteurs de l'armée belge.
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*
31. 1500. Par pétition datée de Ranst, le 26 février 1896,
Le sieur Boudry, à Ranst, demande l'augmentation des pensions civiles de moins de 1,200 francs.
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*
32. 1503. Par pétition datée de Carnières, le 27 février 1896,
Le sieur Lavend'homme, à Carnières, sollicite l'intervention de la Chambre pour obtenir une réduction des dommages-intérêts auxquels il a été condamné par le juge de paix de Binche.
- DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

